

CRYPTO-NEWS est un journal produit conjointement par une équipe d'Experts de Azojecasarl (Cameroun) et Zukulee (Canada). Il vise à vulgariser l'information sur la blockchain et les cryptomonnaies.

Les informations publiées ont un caractère purement éducatif et ne constituent en rien du conseil en investissement.

Edition n° 29 - Octobre 2025

CRYPTO-NEWS



Mieux s'informer et se former, pour bien investir dans les cryptos

Sommaire

MOT INTRODUCTIF	2
ACTUALITES DES CRYPTOMONNAIES	2
CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES	5
REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE.....	7
SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 31 OCTOBRE 2025.....	11
COIN DES INVESTISSEURS	13
PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION	17

Contacts: + 237-696-171-016

Site web: <https://azojecasarl.net/crypto-news/> & <https://zukulee.com/news>

Mail : cryptonewsazc@gmail.com

MOT INTRODUCTIF

Le mois d'octobre 2025 a mis fin à la légende du « Uptober » ou « Octobre haussier ». Pour la première fois depuis 2018, le bitcoin a enregistré une perte mensuelle d'environ -3,8 %, clôturant autour de 109 600 \$, après avoir atteint un nouveau sommet historique autour de 126 000 \$ le 6 octobre porté par un afflux massif de liquidités institutionnelles. Mais, un choc géopolitique majeur lié à l'annonce de droits de douane de 100 % par Donald Trump sur les importations technologiques chinoises, et un ralentissement des flux dans les ETF BTC au comptant des USA, a provoqué une volatilité du marché dès la mi-octobre accentuant la prudence des investisseurs institutionnels, une prise de profits, et provoquant finalement un choc brutal sur les capitaux à risque, avant de connaître une stabilisation du marché en fin du mois.

En octobre, la régulation mondiale des cryptomonnaies a été marquée par une forte polarisation politique et un ralentissement législatif aux États-Unis, conséquence du shutdown gouvernemental. La nomination de Michael Selig à la tête de la CFTC a confirmé toutefois l'orientation pro-innovation de l'administration Trump. En Europe, la BCE et l'ESMA ont renforcé leur vigilance face aux stablecoins en préparation de l'euro numérique, tandis que la France a vu émerger un débat souverainiste sur la détention publique de cryptos. Parallèlement, la FCA britannique a durci son cadre, alors que le Japon s'est ouvert à la détention de bitcoin par les banques. Globalement, octobre 2025 consacre une régulation plus fragmentée mais résolument stratégique à l'échelle mondiale.

En octobre, l'actualité crypto a été dominée par une série d'avancées institutionnelles et technologiques à l'échelle mondiale. Le livre blanc du Bitcoin a célébré ses 17 ans, marquant la maturité d'un actif désormais détenu par des gouvernements et institutions, malgré une légère correction mensuelle. Ethereum est resté le moteur de l'innovation blockchain avec plus de 31 000 développeurs actifs, tandis que Solana poursuivait sa croissance fulgurante. Le Comité de Bâle a relancé la réflexion sur les normes bancaires pour les stablecoins, ouvrant la voie à une meilleure intégration financière mondiale. En parallèle, Mastercard a renforcé sa stratégie crypto en Amérique centrale et Singapour s'est imposée comme le leader asiatique de l'adoption Web3. Enfin, l'Union européenne a envisagé une supervision centralisée des plateformes d'échange, confirmant la tendance vers une régulation harmonisée et concurrentielle face aux États-Unis.

Afin d'améliorer la connaissance des lecteurs, nous faisons un focus ce mois-ci sur Aptos (APT), une blockchain de couche 1 issue du projet Libra de Meta, alliant vitesse, sécurité et scalabilité grâce à l'exécution parallèle et au consensus Proof-of-Stake. Conçue avec le langage Move et soutenue par Google Cloud, Coinbase, Circle et Consensus, elle s'impose comme une infrastructure prometteuse pour la DeFi, le Web3 et les applications d'entreprise.

En octobre, les investisseurs ont assisté à une véritable entrée de Wall Street dans l'univers crypto, portée par la politique pro-innovation de l'administration Trump. Les grandes banques américaines comme BNY Mellon, Morgan Stanley et Citibank ont multiplié les annonces autour de la tokenisation, la garde d'actifs numériques et les stablecoins, tandis que la Fed explorait l'intégration des fintech crypto à ses infrastructures de paiement. Sur le plan individuel, CZ (Binance) a été gracié par Trump, redonnant confiance au marché, et BNB a atteint un record à 1 370 \$. Enfin, l'Europe et l'Asie ont poursuivi leurs avancées : réserves nationales en BTC en Europe, stablecoins nationaux en Asie et cadre légal africain au Kenya, confirmant la mondialisation de l'investissement crypto.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce vingt-neuvième (29) numéro de «Crypto News AZC», et rappelons à nos lecteurs de toujours suivre attentivement les 4 principaux indicateurs macroéconomiques américains qui influencent le marché des cryptomonnaies à savoir : (i) le taux d'inflation ; (ii) le taux de chômage ; (iii) le taux directeur de la FED ; et (iv) le taux de croissance du PIB. Restez attentifs à l'évolution réglementaire, économique et géopolitique. Et surtout, n'oubliez jamais : « dans le monde de demain, comprendre la blockchain pourrait faire la différence ».

Le livre blanc du Bitcoin fête ses 17 ans.

Le document originel du Bitcoin a célébré son dix-septième anniversaire, marquant l'évolution de la première cryptomonnaie décentralisée de niche à un actif mondial de 2 000 milliards de dollars, possédé par des gouvernements et des institutions. Satoshi Nakamoto, le fondateur du Bitcoin, a pour la première fois partagé le livre blanc du Bitcoin le 31 octobre 2008, en réponse à la crise financière mondiale. Ce texte, intitulé « Bitcoin : un système de paiement électronique entre pairs », présentait un réseau décentralisé capable d'éviter la double dépense grâce à un consensus de preuve de travail (PoW).

Trois mois après la diffusion du livre blanc, Nakamoto a lancé le plus grand réseau décentralisé au monde en produisant le bloc de genèse Bitcoin, et l'obtention d'une récompense de 50 bitcoins (BTC). Dix-sept ans après, le Bitcoin est devenu un actif valant plusieurs milliards, se classant au huitième rang parmi les actifs les plus précieux au niveau mondial, juste après le métal « argent » et Amazon, selon les informations de CoinMarketCap.

En dépit de cette étape franchie, le Bitcoin a connu sa première perte mensuelle en sept ans ce mois d'octobre. Le BTC a enregistré une baisse de plus de 3,5 % en octobre, mettant fin à une série de six années consécutives de performances positives à cette période, d'après les données de CoinGlass. Historiquement, octobre, surnommé « Uptober », a été le deuxième meilleur mois pour le Bitcoin, avec un rendement moyen de 19,9 %. La dernière occurrence d'une perte pour le Bitcoin en octobre date de 2018, avec une diminution de 3,8 %. Les experts en cryptomonnaies ont décrit cette correction comme un « désendettement maîtrisé », essentiel pour atténuer l'effet de levier excessif sur les marchés et établir des fondations plus solides pour la prochaine phase de hausse.

Ethereum reste au sommet de l'univers blockchain.

L'écosystème Ethereum continue de se développer, consolidant sa position comme le plus vaste et le plus dynamique du secteur blockchain. D'après les informations fournies par la Fondation Ethereum, plus de 16 000 nouveaux développeurs ont intégré l'écosystème entre janvier et septembre de cette année, portant le

total à 31 869 développeurs actifs. En deuxième place, Solana a réussi à attirer plus de 11 500 nouveaux développeurs durant la même période, atteignant ainsi un effectif total de 17 708, bien que la Fondation Solana ait mis en garde que ces chiffres pourraient être dépassés. De son côté, Bitcoin a ajouté presque 7 500 nouveaux développeurs, ce qui lui permet d'atteindre une communauté totale de 11 036 programmeurs actifs. Les statistiques d'Ethereum incluent à la fois la chaîne principale de niveau 1 et les chaînes de niveau 2, selon la classification de L2Beat, comme Arbitrum, Optimism, Unichain, et d'autres, en évitant de compter deux fois les développeurs travaillant sur plusieurs réseaux au sein du même écosystème.

Bien qu'Ethereum conserve sa position de leader, sa croissance en matière de développeurs à temps plein est perçue comme modérée, avec une augmentation de 5,8 % sur l'année dernière et de 6,3 % sur les deux dernières années. À l'inverse, Solana a enregistré une progression bien plus marquée : 29,1 % au cours de l'année écoulée et 61,7 % sur les deux dernières années, selon les analyses menées par Electric Capital. Ethereum demeure le centre névralgique du développement blockchain au niveau mondial, bien que l'essor rapide de Solana et l'évolution de l'écosystème multichaîne suggèrent une concurrence de plus en plus équilibrée dans l'univers du Web3.

Le Comité de Bâle va examiner une fois de plus les normes bancaires concernant les crypto-monnaies.

Les banques à l'échelle mondiale pourraient prochainement adopter une approche plus favorable vis-à-vis des cryptomonnaies, le Comité de Bâle étant sur le point de revoir ses recommandations établies depuis longtemps sur l'exposition aux cryptomonnaies, d'après un article de Bloomberg.

Le Comité de Bâle est une entité internationale qui définit des critères pour la régulation bancaire, y compris la capacité des banques à maintenir des fonds propres, la gestion des risques et la supervision. Ses réglementations, comme Bâle III, assurent la sécurité et la robustesse des établissements bancaires à travers le monde, ce qui permet de diminuer les risques de crises financières à l'échelle mondiale.

D'après les informations de Bloomberg, le Comité de Bâle a récemment analysé la validité de ses règles précédentes, celles-ci n'ayant pas été pleinement appliquées par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne. La nécessité de réviser les règles est due à la croissance rapide des stablecoins, qui ont été récemment réglementés aux États-Unis grâce au GENIUS Act et qui sont désormais autorisés pour les transactions. Actuellement, selon les accords de Bâle, les stablecoins émis sur des blockchains publiques doivent répondre aux mêmes exigences de fonds propres que des actifs plus risqués, comme le Bitcoin (BTC) ou l'Ether (ETH).

Certains pays comme les États-Unis souhaitent anticiper et analyser la réglementation avant qu'elle soit appliquée. D'autres préfèrent continuer avec la réglementation existante et l'ajuster par la suite. Le cadre réglementaire de l'Union européenne pour les marchés des crypto-actifs permet déjà aux stablecoins d'être traités de la même manière en termes de fonds propres que leurs actifs sous-jacents, qui sont généralement des liquidités et des équivalents de trésorerie.

Mastercard et son engagement envers les cryptomonnaies en Amérique centrale.

Mastercard ambitionne de devenir un acteur majeur de l'écosystème fintech et crypto en Amérique centrale et évolue d'une société de paiements vers une plateforme d'innovation numérique reliant banques, fintechs et gouvernements aux nouvelles technologies financières.

Le programme CryptoCard illustre parfaitement comment Mastercard connecte l'univers crypto au système financier traditionnel. Grâce à ce modèle, les fintechs peuvent proposer à leurs utilisateurs de convertir leurs cryptomonnaies en monnaie électronique et de l'utiliser avec une carte de débit Mastercard.

Au Salvador, plusieurs fintechs permettent déjà à leurs utilisateurs d'acquérir des Bitcoins, de les convertir en stablecoin et de transférer ces fonds sur une carte Mastercard pour effectuer des achats ou des paiements chez n'importe quel commerçant, garantissant ainsi interopérabilité et confiance.

Francisco Milián, directeur de Mastercard pour le Guatemala, le Honduras et le Salvador, explique que la tokenisation et les stablecoins transforment la façon dont les gens perçoivent et utilisent l'argent, tandis que les banques centrales

commencent à explorer leurs propres monnaies numériques. « Ces innovations rendent les paiements plus rapides et plus accessibles, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités d'inclusion et d'efficacité », a-t-il ajouté.

L'inclusion financière est l'un des piliers de la stratégie de Mastercard. Selon M. Milián, le nombre d'entreprises fintech au Salvador a augmenté de plus de 90 % ces deux dernières années, dont beaucoup se concentrent sur les services aux populations non bancarisées.

En matière de sécurité, les entreprises participant à ses programmes doivent se conformer à la fois à la réglementation locale et aux normes internationales de cybersécurité et de gestion des risques.

Singapour, leader en adoption des cryptomonnaies.

Avec une population de seulement 5,9 millions d'habitants, Singapour est devenue l'un des principaux centres d'influence mondiale pour l'adoption et l'innovation en matière d'actifs numériques. Un rapport d'ApeX Protocol, publié en décembre 2024, a montré que la ville avait accordé deux fois plus de licences de cryptomonnaies en 2024 qu'en 2023. L'analyse a également positionné cette cité-État comme un acteur majeur au niveau mondial concernant les emplois dans le secteur du Web3, le nombre de plateformes d'échange de cryptomonnaies enregistrées, ainsi que les demandes de brevets dans le domaine de la blockchain.

En septembre, un rapport d'ApeX Protocol a révélé que Singapour se classait en tête des pays les plus « passionnés par les cryptomonnaies », avec presque 25 % de sa population détentrice d'actifs numériques. En octobre, Singapour a été l'hôte de Token2049, l'une des conférences les plus influentes au niveau international sur les cryptomonnaies.

L'UE étudie une supervision similaire à celle de la SEC pour les bourses et les plateformes d'échange de cryptomonnaies.

La Commission européenne examine des plans visant à soumettre les bourses et les plateformes d'échange de cryptomonnaies à une supervision centralisée, dans le cadre d'un effort plus large pour rendre les marchés de capitaux du bloc plus compétitifs par rapport à ceux des États-Unis. La proposition qui sera présentée élargirait la compétence de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) pour inclure les

bourses et les plateformes d'échange de cryptomonnaies, ainsi que les prestataires de services de crypto-actifs et d'autres infrastructures de négociation, selon le Financial Times. Le paysage actuel de l'UE comprend de nombreuses agences de régulation nationales et régionales, ce qui augmente considérablement le coût du commerce transfrontalier et complique le développement des startups dans la région. La création d'un organisme de surveillance unique, similaire à la Commission des valeurs (SEC, pour

ses sigles en anglais) des États-Unis pourrait être la prochaine étape vers « l'union des marchés de capitaux » de l'UE, qui bénéficie également du soutien de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde.

CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES

Fidèle à notre tradition, nous vous présentons l'environnement fulgurant et attrayant de la crypto monnaie APTOS (APT), une blockchain de niveau 1, dont les caractéristiques distinguent unanimement des autres cryptos monnaies.

APTOS (APT)

Aptos est une blockchain de couche 1 qui a été lancée en novembre 2022. Elle a été développée par Aptos Labs, une société indépendante fondée par des ingénieurs de Meta (anciennement Facebook). Aptos vise à être une blockchain scalable, sécurisée et fiable, qui puisse être utilisée pour une large gamme d'applications. Aptos est une évolution de Libra. La blockchain utilise la même technologie sous-jacente, mais elle est conçue pour être plus scalable et plus décentralisée. Aptos est contrôlée par une communauté de validateurs.



Illustration

HISTORIQUE

En 2019, Meta, anciennement Facebook, a annoncé le lancement d'un projet de blockchain appelé Libra. Ce projet visait à créer un nouvel actif numérique qui serait accessible à tous, quel que soit leur emplacement ou leur situation financière. Aptos est né de ce projet Libra. Il s'agissait d'une blockchain de niveau 1 qui était conçue pour être la base de Libra. Aptos était développé par un groupe d'ingénieurs et de

chercheurs de Meta, dont Mo Shaikh et Avery Ching.

En 2021, le projet Libra a été rebaptisé Diem. Cependant, le projet a été abandonné en 2022, en raison de pressions réglementaires et de critiques de la part des législateurs et des régulateurs, qui y voyaient une compétition directe avec le dollar américain.

Les ennuis de LIBRA auprès de ces institutions ont causé un abandon progressif du projet de la part de toutes les entreprises qui y avaient souscrit au début, en particulier Mastercard.

Après l'abandon du projet Diem, Mo Shaikh et Avery Ching ont décidé de poursuivre le développement d'Aptos en tant que projet indépendant. Ils ont créé une nouvelle société, Aptos Labs, pour développer et soutenir la blockchain.

Aptos a lancé son mainnet le 18 octobre 2022. Il s'agit d'une blockchain de niveau 1 qui est conçue pour être sécurisée, évolutive et accessible à tous. Aptos utilise le langage de programmation Move, qui a été développé par Meta dans le cadre du projet Libra.

FONCTIONNEMENT

Contrairement aux blockchains traditionnelles qui emploient une exécution sérielle des transactions, où les transactions sont traitées les unes après les autres, Aptos adopte une exécution parallèle. Cette approche permet d'exécuter plusieurs transactions simultanément en capturant un instantané de l'état actuel et en

les traitant en parallèle. Alors que l'exécution en série assure la confirmation du statut des transactions, elle limite intrinsèquement la scalabilité. Aptos aborde cette limitation en employant une exécution parallèle, améliorant considérablement le débit des transactions.

La validation des transactions sur Aptos est effectuée par une communauté de validateurs. Les validateurs sont des nœuds du réseau qui ont séquestré un certain nombre de jetons APT. Les jetons séquestrés sont mis en jeu pour sécuriser le réseau et pour récompenser les validateurs qui valident les transactions correctement.

Aptos utilise un mécanisme de consensus Proof-of-Stake (PoS) pour garantir que les transactions sont validées correctement. Le mécanisme de consensus PoS d'Aptos est conçu pour être sûr et sécurisé. Il est résistant aux attaques et il permet de traiter un grand nombre de transactions par seconde.

- Les transactions sont validées par bloc. Un bloc est un ensemble de transactions qui sont groupées ensemble et qui sont validées en même temps.

- Les validateurs sont sélectionnés au hasard pour valider les transactions. Le processus de sélection est conçu pour être équitable et pour éviter la collusion entre les validateurs.

- Les validateurs sont récompensés par des jetons APT pour avoir validé les transactions correctement. Les validateurs sont sanctionnés pour avoir validé les transactions incorrectement. Le défi de l'exécution parallèle réside dans la prévention des interférences entre différentes transactions. Aptos a fait des progrès notables dans ce domaine et rapporte actuellement des résultats impressionnants sur son testnet, avec plus de 20,000 nœuds et une capacité de traitement des transactions de 10,000 transactions par seconde (TPS). Aptos vise à atteindre un objectif ultime de 100,000 TPS.

Partenaires

- Coinbase a annoncé en novembre 2022 soutenir la blockchain Aptos en tant que partenaire de lancement.

- Circle a annoncé en novembre 2022 soutenir la blockchain Aptos en tant que partenaire de lancement.

- Consensus a annoncé en novembre 2022 soutenir la blockchain Aptos en tant que partenaire de développement.

- Google Cloud a annoncé en novembre 2022 soutenir la blockchain Aptos en tant que partenaire d'infrastructure.

- KYD Labs a annoncé en novembre 2022 soutenir la blockchain Aptos en tant que partenaire de développement de jeux.

Particularités

Le langage Move est un langage de contrat intelligent de pointe développé par Diem. Pour attirer un large éventail de développeurs pour construire des applications pour le nouvel écosystème, il est crucial d'avoir un langage avec lequel les développeurs sont déjà familiarisés. Actuellement, les langages de programmation populaires dans l'espace blockchain incluent Solidity, utilisé par Ethereum, Avalanche (Avax), et BSC, ainsi que Rust, utilisé par des projets comme PolkaDot et Solana.

Fonctionnalités et Avantages du Move

L'une des caractéristiques prominentes de Move est la capacité de définir des types de ressources personnalisés, garantissant que les ressources ne peuvent être déplacées qu'entre les emplacements de stockage du programme, plutôt que d'être clonées ou supprimées.

Pour atteindre un débit élevé et une faible latence, la blockchain Aptos utilise une approche modulaire et en pipeline pour les étapes clés du traitement des transactions. Plus précisément, la diffusion des transactions, l'ordonnancement des métadonnées de bloc, l'exécution parallèle des transactions, le stockage par lots et la certification du grand livre fonctionnent tous simultanément. La conception modulaire de l'architecture Aptos soutient la flexibilité des clients et est optimisée pour des mises à niveau fréquentes et instantanées. De plus, pour déployer rapidement les nouvelles innovations technologiques et soutenir les nouveaux cas d'utilisation du web3,

la blockchain Aptos propose des protocoles de gestion du changement embarqués sur la chaîne.

Offre circulaire

Le volume en circulation du Aptos est de 719 061 430 APT et la capitalisation boursière actuelle du Aptos est de 2 344 140 263 \$.

UTILITÉ ET FONCTIONNALITÉ

Aptos est une blockchain rapide et évolutive dont les principales utilités incluent le financement décentralisé (DeFi), les jeux et les applications Web3, soutenues par ses fonctionnalités telles que le traitement parallèle des transactions et le mécanisme de consensus Proof-of-Stake. Le token APT natif est utilisé pour payer les frais de transaction, la gouvernance, le staking pour sécuriser le réseau, et pour récompenser les développeurs et contributeurs de l'écosystème.

Utilités principales

Finance Décentralisée (DeFi) : Sert d'actif de base pour les applications DeFi comme les prêts, les échanges et les portefeuilles.

Applications Web3 : Permet le développement d'un large éventail d'applications décentralisées, y compris les jeux, grâce à sa capacité à traiter rapidement les transactions.

Commerce et entreprise : Des entreprises peuvent l'utiliser pour des solutions de commerce unifiées à l'échelle mondiale.

Fonctionnalités clés

Traitement parallèle des transactions : Utilise un moteur d'exécution parallèle (Block-STM) pour traiter de nombreuses transactions

simultanément, ce qui améliore considérablement le débit.

Proof-of-Stake (PoS) : Un mécanisme de consensus sécurisé et évolutif qui permet de traiter un grand nombre de transactions par seconde.

Langage de programmation Move : Un langage de programmation spécifique à la blockchain qui est la base de ses fonctionnalités.

Gouvernance : Les détenteurs de tokens APT peuvent voter sur les changements et les mises à jour du protocole.

Staking : Les détenteurs peuvent verrouiller leurs tokens pour sécuriser le réseau et gagner des récompenses en APT.

Frais de transaction : Le token APT sert de "gaz" pour payer les frais de validation des transactions sur le réseau.

Incitations : Les tokens APT sont utilisés pour récompenser les développeurs qui créent des applications sur la plateforme, favorisant ainsi la croissance de l'écosystème.

PERSPECTIVES

Les perspectives d'Aptos sont considérées comme prometteuses en raison de sa technologie de blockchain de nouvelle génération, de son écosystème en croissance et de son positionnement stratégique pour l'adoption institutionnel et l'utilisation des stablecoins. À long terme, il se profile une hausse significative des prix, ce qui place Aptos dans les cryptos monnaies promu pour un avenir porteur.

REGULATION ET VEILLE REGLEMENTAIRE

États-Unis : Les législateurs tentent de faire adopter un projet de loi sur la structure du marché crypto malgré la paralysie du gouvernement.

Rendu à la fin du mois d'octobre, les républicains du Sénat ont manqué leur propre échéance pour un projet de loi majeur sur les cryptos. Plusieurs

sénateurs américains chercheraient actuellement à faire avancer un texte sur la réglementation de la structure du marché crypto, et ce malgré l'impasse provoquée par la fermeture partielle du gouvernement fédéral. D'après un rapport de Bloomberg publié jeudi, plusieurs sénateurs républicains — dont certains occupant des postes clés dans des commissions importantes —

prévoient d'adopter une législation sur la structure du marché des actifs numériques d'ici la fin de l'année, conformément à leur calendrier initial. John Boozman, président de la commission sénatoriale de l'Agriculture, a déclaré être en négociation avec les démocrates pour publier un projet de loi bipartite sur la structure du marché « très, très prochainement », avec l'objectif de faire adopter le texte avant 2026. De leur côté, les membres de la commission sénatoriale des Banques — l'autre organe devant approuver la loi une fois finalisée — ont repris les discussions bipartites. Un accord pourrait être annoncé dans les prochaines semaines. La sénatrice du Wyoming Cynthia Lummis, l'une des plus ferventes défenseuses du texte, avait déclaré en août espérer que le projet soit examiné par la commission de l'Agriculture avant fin septembre, puis par celle des Banques avant fin octobre. Le président américain Donald Trump était censé le promulguer d'ici 2026. Mais l'un des deux délais internes a déjà expiré, et le second risque de ne pas être tenu tant que le shutdown se poursuit.

La France pourrait bannir l'euro numérique investir dans les cryptos.

Le député Éric Ciotti a déposé une motion visant à interdire le déploiement du futur euro numérique en France au profit des actifs crypto. Alors que l'Europe accélère sur la création d'un euro numérique, la France pourrait bien faire un pas de côté. Une motion parlementaire récemment déposée invite l'État à envisager une voie radicalement différente : bannir les monnaies numériques de banque centrale (CBDC) et constituer des réserves publiques en cryptos. Derrière ce texte, un élu bien connu pour ses positions conservatrices et souverainistes : Éric Ciotti. Décryptage d'un texte qui, s'il est adopté, pourrait redéfinir la stratégie financière de la France à l'ère du Web3. Dans la motion consultée, le député appelle également le gouvernement français à s'éloigner des normes de Bâle 2022 concernant les expositions aux actifs crypto. Il demande que ces règles soient revues afin de « faciliter le nantissement des actifs crypto », tout en appelant à une « refonte substantielle de ces règles au sein du Comité de

Bâle ». À ce stade, la motion n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Michael Selig désigné à la tête de la CFTC par Donald Trump.

Le conseiller de la Maison-Blanche chargé de la crypto et de l'IA, David Sacks, a annoncé la nomination de Michael Selig par le président américain Donald Trump après le retrait de la candidature de Brian Quintenz pour diriger le régulateur. Michael Selig, cadre à la Securities and Exchange Commission (SEC), a déclaré que Donald Trump l'avait nommé à la présidence de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), précisant que son mandat serait centré sur les politiques liées aux cryptomonnaies. Cette nomination, qui doit encore être validée par le Sénat, intervient alors que plusieurs sièges au sein de l'agence restent vacants.

Cette nomination intervient alors que les États-Unis traversent leur cinquième semaine de paralysie gouvernementale, les élus républicains et démocrates du Congrès n'étant pas parvenus à un accord sur un budget en raison de désaccords autour des coupes dans la santé et des subventions publiques. La nomination de Selig intervient après le retrait par Trump de la candidature de Brian Quintenz, initialement annoncée en février. Selon plusieurs sources, les frères Cameron et Tyler Winklevoss, fondateurs de Gemini, auraient poussé la Maison-Blanche à envisager un autre candidat après que Quintenz n'a pas su leur garantir une approche favorable en matière de politique de régulation.

Le Congrès américain pourrait ne pas adopter de loi crypto avant 2026.

La fenêtre législative américaine pour les cryptomonnaies est en train de se refermer à une vitesse alarmante. En pleine paralysie gouvernementale, les ambitions de régulation du secteur crypto aux États-Unis se heurtent à la dure réalité du calendrier politique. Entre blocages internes au Congrès et campagne électorale imminente, la marge de manœuvre des législateurs se réduit à peau de chagrin. Le sénateur républicain Thom Tillis tire la sonnette d'alarme : sans action rapide, il faudra patienter

jusqu'après les élections de 2026 pour espérer voir émerger un cadre légal clair. Depuis le 1er octobre, le gouvernement fédéral est en situation de shutdown, faute d'accord budgétaire. Le président de la Chambre, Mike Johnson, a suspendu les activités de la chambre basse, paralysant de facto tout nouveau progrès législatif. Les tensions internes, notamment sur les réductions des aides santé, ont aggravé l'impasse. Cette paralysie pénalise directement l'avancée de lois structurantes pour l'industrie crypto, alors même que plusieurs élus avaient manifesté une volonté d'accélérer leur adoption d'ici la fin 2025.

Changpeng Zhao dément les accusations de blanchiment portées par Elizabeth Warren.

Le cofondateur de Binance, Changpeng Zhao, a répliqué à la sénatrice américaine Elizabeth Warren, affirmant qu'elle « n'a pas les bons éléments » après qu'elle a déclaré qu'il s'était « reconnu coupable de blanchiment d'argent ». En réalité, Zhao a plaidé coupable d'un seul chef d'accusation pour violation de la loi américaine sur le secret bancaire (Bank Secrecy Act), en raison de son incapacité à maintenir un programme efficace de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) au sein de Binance. Cette infraction lui a valu une peine de quatre mois de prison en avril 2024. Sa grâce présidentielle a été signée mercredi, et Binance a confirmé cette décision à Cointelegraph dans un communiqué. Warren accuse Trump de corruption. Dans son message, la sénatrice Warren a ajouté que Zhao « avait financé le stablecoin de Donald Trump et exercé des pressions pour obtenir une grâce ». Cette déclaration fait suite à une remarque de Zhao, fin 2024, où il avait affirmé qu'il « n'aurait rien contre une grâce présidentielle » accordée par Trump. Warren a alors déclaré : « Si le Congrès ne met pas fin à ce type de corruption, il en portera la responsabilité. » Ces accusations de corruption interviennent alors que plusieurs rapports indiquent que le second mandat de Trump coïncide avec une hausse spectaculaire de sa fortune personnelle : plus d'un milliard de dollars de bénéfices avant impôts sur l'année écoulée. La famille Trump ne cache d'ailleurs pas cette

prospérité. Son fils, Eric Trump, a même déclaré que les profits réels étaient « probablement encore plus élevés ».

Royaume-Uni : La FCA relance sa chasse aux échanges crypto non enregistrés.

La FCA a renouvelé ses avertissements à destination des résidents du Royaume-Uni, leur conseillant de ne pas utiliser d'échanges non enregistrés. La Financial Conduct Authority (FCA) intensifie sa supervision de l'industrie crypto. L'organisme multiplie les avertissements à l'encontre des plateformes non enregistrées et engage désormais des actions en justice contre les entreprises qui proposent des services aux résidents britanniques ou qui font la promotion d'actifs numériques dans le pays. Depuis 2023, toute entreprise crypto opérant au Royaume-Uni doit être enregistrée auprès de la FCA conformément à la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent, et se conformer aux règles locales de promotion financière pour pouvoir proposer ou annoncer ses services.

Le régulateur japonais envisage d'autoriser les banques à détenir du bitcoin et d'autres cryptos.

L'Agence des services financiers du Japon envisage des réformes qui pourraient permettre aux banques de détenir des cryptos telles que le bitcoin et d'exploiter des échanges crypto agréés. L'Agence des services financiers du Japon (FSA) serait en train de préparer une révision de la réglementation qui pourrait permettre aux banques d'acquérir et de détenir des cryptos telles que le bitcoin à des fins d'investissement. Cette décision marquerait un changement politique majeur, car les directives de surveillance actuelles, révisées en 2020, interdisent effectivement aux banques de détenir des cryptos en raison des risques de volatilité, selon un article publié dimanche par Livedoor News. Selon le rapport, la FSA prévoit de discuter de la réforme lors d'une prochaine réunion du Conseil des services financiers, un organe consultatif auprès du Premier ministre. L'initiative vise à aligner la gestion des actifs crypto sur celle des produits financiers traditionnels tels que les actions et les obligations d'État.

Le PDG de Ripple appelle à une égalité de traitement entre les banques traditionnelles et les entreprises crypto.

Brad Garlinghouse plaide pour que Ripple soit “soumise aux mêmes standards réglementaires qu’une banque” alors que la société attend une décision de l’OCC sur sa demande de licence nationale. Le PDG de Ripple, Brad Garlinghouse, a déclaré lors d’une conférence récente que les entreprises crypto devraient bénéficier des mêmes avantages que les institutions financières traditionnelles dès lors qu’elles respectent les mêmes lois et réglementations. Garlinghouse avait révélé en juillet que Ripple avait déposé une demande de licence bancaire nationale, à l’instar de l’émetteur de stablecoins Circle, tandis que Coinbase poursuit une licence de société fiduciaire nationale. Toutefois, ces initiatives ont suscité des résistances. Plusieurs associations bancaires américaines ont adressé une lettre à l’Office of the Comptroller of the Currency (OCC), le régulateur bancaire fédéral, lui demandant de reporter toute décision. Selon elles, accorder une licence à des sociétés comme Ripple ou Circle “soulèverait d’importantes questions de politique et de procédure”.

La Banque de France monte au front contre les failles du cadre MiCA.

Le gouverneur de la Banque de France exhorte à un virage stratégique : confier à l’AEMF le pouvoir de supervision directe des émetteurs de stablecoins et des géants crypto. Alors que l’Union européenne s’apprête à faire entrer en vigueur le règlement MiCA, censé harmoniser le marché des actifs crypto, la Banque de France tire la sonnette d’alarme. François Villeroy de Galhau, son gouverneur, exhorte à un virage stratégique : confier à l’AEMF le pouvoir de supervision directe des émetteurs de stablecoins et des géants crypto. Objectif : éviter les failles du passeport réglementaire et préserver la souveraineté monétaire européenne. Villeroy estime que seule une supervision centralisée par l’AEMF, basée à Paris, garantirait une mise en œuvre cohérente des règles et la fin des contournements. Il s’est également inquiété de l’effet du système de passeporting crypto prévu

par MiCA, qui permet à un acteur régulé dans un État membre d’opérer dans toute l’Union. Or, des failles ont déjà été relevées. En juillet, l’AEMF a critiqué la supervision partielle du régulateur maltais, et en septembre, l’AMF française a même évoqué la possibilité de remettre en cause le passeport si les faiblesses persistent. L’autre volet majeur du discours de Villeroy de Galhau concerne les stablecoins, et plus particulièrement ceux adossés au dollar. Il qualifie leur développement « d’affaiblissement » potentiel de la souveraineté monétaire européenne, pointant notamment la pratique dite de « multi-émission » : un même stablecoin peut être émis à la fois dans et hors de l’UE, avec des réserves partielles, ce qui ouvre la voie à des déséquilibres systémiques. Pour le gouverneur, cette faille réglementaire pourrait accélérer la dépendance de l’Europe à des infrastructures de paiement privées, non européennes, et difficilement contrôlables.

L’Union européenne s’attaque aux stablecoins émis hors de ses frontières.

L’Union européenne envisage de bannir certains stablecoins multi-juridictionnels, un projet qui pourrait bouleverser l’écosystème crypto européen. Alors que l’adoption des cryptos continue de progresser en Europe, une nouvelle alerte réglementaire vient assombrir l’horizon des stablecoins. L’Union européenne pourrait bientôt restreindre sévèrement l’émission de certains stablecoins, notamment ceux adossés au dollar et émis hors de ses frontières. L’objectif affiché : prévenir les risques pour la stabilité financière. Mais cette mesure pourrait aussi dissimuler une ambition plus stratégique : protéger le futur euro numérique. Selon un rapport de Bloomberg, le Conseil européen du risque systémique (ESRB) a adopté une recommandation non contraignante visant à interdire certains stablecoins dits « multi-émissions ». Il s’agit de stablecoins émis simultanément dans l’Union européenne et dans d’autres juridictions – une configuration qui concerne directement des acteurs crypto comme Circle (USDC) ou Paxos (USDP). Bien que cette recommandation ne possède pas de valeur législative, elle pourrait influencer significativement la régulation crypto à venir. Les

autorités européennes sont en effet de plus en plus préoccupées par l'expansion de stablecoins adossés au dollar, considérés comme

potentiellement déstabilisants pour les marchés financiers de la zone euro. Le timing de cette recommandation semble loin d'être anodin.

SITUATION DES MARCHES DU 1^{ER} AU 31 OCTOBRE 2025

Le mois d'octobre 2025 a mis fin à la légende du « Uptober » (« Octobre de hausse ») pour le marché des cryptomonnaies. Pour la première fois depuis 2018, le Bitcoin a enregistré une perte mensuelle d'environ -3,8 %. Pourtant tout avait bien commencé pour le marché avec une hausse spectaculaire du BTC d'environ 4% dès le 1^{er} octobre lui permettant d'atteindre un prix de 118 631 \$. Cette tendance haussière débuté en fin septembre s'est poursuivie jusqu'au 06 octobre avec un BTC établissant un nouveau All Time High (ATH) à près de 126 186 \$. Cette hausse spectaculaire observée dès les premiers jours du mois s'expliquait par : (i) des entrées massives dans les ETF bitcoin au comptant américains, totalisant environ 2,71 milliards USD sur la première semaine du mois ; (ii) une reprise de confiance dans les actifs risqués, alors que le 'shutdown' américain était prolongé sans effets majeurs immédiats ; (iii) des anticipations d'assouplissement monétaire de la Fed d'ici décembre 2025 ; (iv) l'administration Trump, pro-crypto, a continué de donner des signaux favorables (ex : support à la technologie crypto), cela a généré un climat de confiance dans le secteur en début du mois ; (v) la corrélation croissante entre BTC et l'or, ce dernier atteignant un record à 3 895 \$/oz. Concernant les autres grandes cryptos du marché, on pouvait observer un Ether à 4 736 \$ le 06 octobre ; un BNB à 1 347 \$; un SOL à 238 \$; un TON à 2,87 \$; un AVAX à 31 \$; un SUI à 3,7 \$; un DOGE à 0,27 \$.

Après cette première semaine euphorique, le BTC et l'ensemble du marché ont connu 3 jours de consolidations entre le 07 et le 09 octobre. Cette consolidation s'effectuait dans un climat de prise des profits (bénéfices) de la part des investisseurs juste après l'ATH, annonçant une tension à venir sur la liquidité du marché. Le BTC s'échangeait alors à 121 666 \$ le 09 octobre ;

Ether était à 4 369 \$; BNB à 1 255 \$; SOL à 220 \$; TON à 2,73 \$; AVAX à 28,41 \$; SUI à 3,4 \$; et DOGE à 0,24 \$.

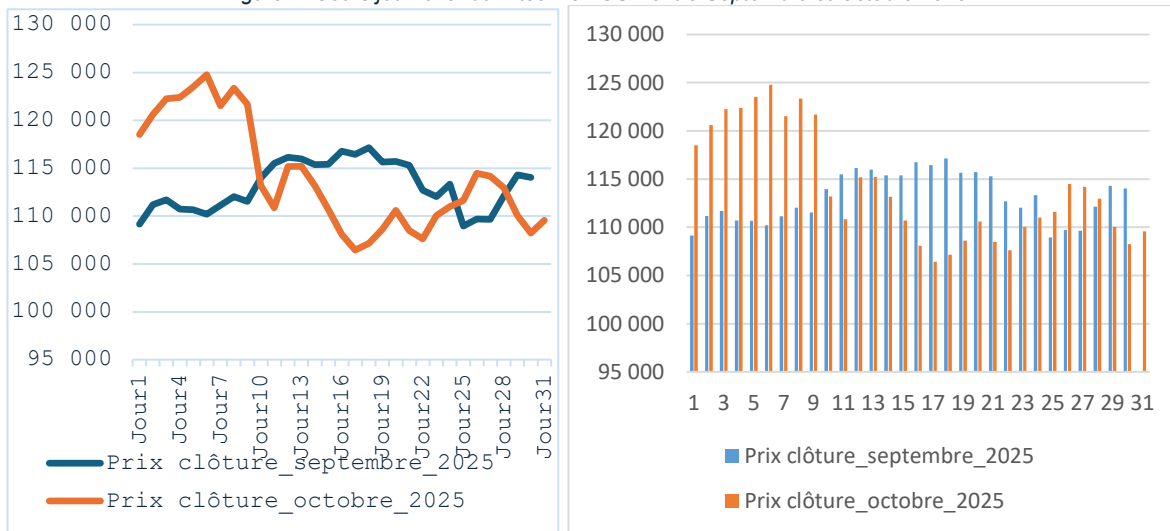
Le 10 octobre 2025 restera gravé comme une journée noire : l'annonce par le président Trump de tarifs de 100 % sur les importations technologiques chinoises déclenche une panique généralisée. En quelques heures, le BTC plonge de 121 700 \$ à 103 900 \$, soit plus de - 14 %, entraînant plus de 20 milliards USD de liquidations sur le marché crypto – le record historique. On a appelé cet événement le « Tariff Crash » ou encore un « black swan event ». Les autres grandes cryptos suivaient la même tendance que le BTC, avec un Ether touchant les 3 440 \$ le 10 octobre, BNB les 862 \$, SOL les 169 \$, TON les 0,55 \$, AVAX les 8,62 \$, SUI à 0,57 \$, et DOGE à 0,09 \$. Ce choc a illustré à la fois la fragilité du levier accumulé en début de mois et la vulnérabilité du bitcoin et l'ensemble du marchés cryptos aux chocs macro-géopolitiques. Les marchés traditionnels (S&P 500, Nasdaq) corrigent également, et la fuite vers les obligations fait chuter les rendements à 3,5 %. Les ETF Bitcoin, qui avaient cumulé d'importantes entrées, enregistrent ce jour-là 4,5 millions USD de sorties nettes, preuve d'un stress global sur la demande institutionnelle.

Le marché a ensuite connu 3 jours de reprise entre le 11 et le 13 octobre, avec un BTC autour 115 940 \$ le 13 octobre. L'Ether était quant à lui à 4 288 \$ le 13 octobre, BNB à 1 375 \$, SOL à 208 \$, TON à 2,36 \$, AVAX à 24,08 \$, SUI à 2,99 \$, et DOGE à 0,21 \$. Ces prix observés s'expliquaient par (i) la tentative de rebond technique de la part des investisseurs après une chute brutale des prix ; (ii) l'attente d'un sommet Trump–Xi Jinping prévu fin octobre ; (iii) les achats d'environ 220 BTC (~27,3 millions USD) de la part de « Strategy ».

Après ces quelques jours de reprise, le BTC et l'ensemble du marché ont de nouveau chuté le 14 octobre, et cette baisse des prix s'est poursuivie jusqu'au 17 octobre avec un BTC avoisinant les 106 660 \$ le 17 octobre. L'Ether était quant à lui à 3 677 \$ le 17 octobre, BNB à 1 023 \$, SOL à 174 \$, TON à 2,01 \$, AVAX à 19,11 \$, SUI à 2,28 \$, et DOGE à 0,17 \$. Cette tendance du marché se justifiait par (i) l'essoufflement des flux d'entrées dans les ETF BTC au comptant des

USA ; (ii) la persistance du shutdown, qui retardait la publication des données macroéconomiques clés (CPI, PPI) ; (iii) la communication ambiguë de la Réserve fédérale américaine, qui était divisée sur le calendrier de baisse des taux. L'appétit pour le risque avait donc chuté, ce qui a fragilisé les actifs risqués comme les cryptos.

Figure 1: Cours journalier du Bitcoin en USD entre Septembre et Octobre 2025



Source : https://www.coingecko.com/en/coins/bitcoin/historical_data#panel

Après cette phase baissière de plusieurs jours, le BTC et l'ensemble du marché ont connu une nouvelle phase haussière entre le 18 et 21 octobre, avec un BTC autour de 113 940 \$ le 21 octobre. La correction de son prix observé le 22 octobre autour 107 523 \$ n'affectera pas cette tendance haussière. Au contraire, le BTC va toucher les 116 423 \$ le 27 octobre. Cette tendance haussière de plusieurs jours était due à plusieurs facteurs à savoir (i) la désescalade commerciale sino-américaine, après l'annonce d'un sommet bilatéral prévu pour le 31 octobre à Washington, ravivant les espoirs d'un accord partiel ; (ii) les entrées d'argent dans les ETF BTC au comptant des USA ; (iii) Les investisseurs réévaluaient les probabilités de baisse de taux, les modèles projetant désormais une coupe de 25 points de base lors du FOMC de fin de mois d'octobre ; (iv) l'achat d'environ 390 BTC par l'entreprise 'Strategy'. Les autres grandes cryptos du marché ont également été impactés par ces

facteurs avec un Ether à 4 250 \$ le 27 octobre, BNB à 1 180 \$, SOL à 205 \$, TON à 2,27 \$, AVAX à 20,30 \$, SUI à 2,59 \$, et DOGE à 0,2 \$. La capitalisation boursière totale de toutes les crypto-monnaies était autour de 3 810 milliards de dollars le 27 août selon les données TradingView. Comme à chaque fois durant ce mois, après cette reprise de quelques jours, le BTC et l'ensemble du marché ont de nouveau connu une baisse de quelques jours à partir du 28 octobre, jusqu'au 30 octobre, avec un BTC autour de 108 282 \$. Cette nouvelle baisse se justifiait par (i) des sorties importantes de liquidités dans les ETF BTC au comptant des USA ; (ii) la baisse des taux directeurs par la Fed de 25 points de base, mais Jerome Powell a insisté sur le fait « qu'aucune baisse supplémentaire n'était garantie », cette prudence a refroidi les marchés, les investisseurs anticipaient plutôt un ton plus accommodant ; (iii) la prise de bénéfices par les opérateurs institutionnels. L'Ether quant à lui

touchait les 3 686 \$ le 30 octobre, BNB à 1 044 \$, SOL à 178 \$, TON à 2,08 \$, AVAX à 17,64 \$, SUI à 2,21 \$, et DOGE à 0,17 \$.

La dernière séance du mois (31 octobre) a vu une stabilisation des prix et du marché cryptos, marqué par un rebond du marché. Le BTC a terminé le mois autour 109 662 \$. Enfin, l'entreprise « Strategy » a poursuivi ses achats agressifs ce mois comme à son habitude : renforçant sa position au-delà de 640 808 bitcoins BTC détenus à fin octobre. Comme le mois

précédent, ces achats ont contribué à limiter la casse, combinés aux entrées de liquidités dans les ETF BTC au comptant des USA. L'Ether s'échangeait alors à 3 849 \$ au 31 octobre ; BNB à 1 086 \$; SOL à 187 \$; le TON à 2,28 \$; AVAX à 18,27 \$; SUI à 2,38 \$ et le DOGE à 0,18 \$. La capitalisation boursière totale du marché des cryptomonnaies s'élevait à peu près à 3 650 milliards de dollars, enregistrant une baisse de -5,19% par rapport au mois de septembre 2025.

COIN DES INVESTISSEURS

Blockchain et cryptos : Wall Street entre en jeu

Longtemps réticentes à s'aventurer dans le domaine de la blockchain et des cryptos, les banques américaines sont entrain de faire du rattrapage. Fort d'un environnement très favorable de l'administration Trump et de la clarté réglementaire en cours, les grandes banques sont entrain de se positionner agressivement dans les secteurs des cryptos, tels que la tokenisation des actifs financiers, la garde et le trading des cryptos ou encore la création et l'usage des stablecoins. Plusieurs initiatives prises ce mois montrent que la course ne fait que commencer. Citons quelques annonces pour étayer cette tendance observée :

- Le géant bancaire BNY Mellon envisage de lancer des dépôts tokenisés pour permettre à ses clients d'effectuer des paiements via la blockchain ;
- Morgan Stanley, l'une des plus grandes banques d'investissement américaines, lève les restrictions qui limitaient l'accès de ses clients aux fonds d'investissement crypto ;
- Citibank prévoit de lancer ses services de conservation d'actifs crypto en 2026, actuellement en développement depuis deux à trois ans, selon CNBC ;
- Un groupe de grandes banques internationales, dont Santander, Bank of America, Barclays, Citi et Goldman Sachs, prépare le lancement d'un stablecoin commun, dans le cadre d'une initiative conjointe ;

- Citi s'associe à Coinbase pour explorer l'usage des stablecoins dans les paiements destinés à ses clients institutionnels, dans le but de faciliter les transferts crypto-fiat et transfrontaliers.

Dans le même temps, la banque centrale américaine (FED) ne veut pas rester en retrait. A la suite d'une réunion de concertation avec les acteurs majeurs dans le monde des cryptos, elle a décidé d'étudier la possibilité d'un nouveau modèle de « *comptes de paiement* » qui permettrait aux entreprises fintech et crypto d'accéder à ses infrastructures de paiement, sans bénéficier du statut complet de banque. Cette avancée permettra aux cryptos de s'intégrer harmonieusement dans le système financier américain.

Le Trésor américain, à la tête duquel trône un pro-crypto, Scott Bessent, a exempté le Bitcoin et les autres cryptomonnaies du CAMT (Corporate Alternative Minimum Tax), un impôt qui visait initialement à taxer les gains non réalisés sur les actifs numériques.

C'est dans cette ambiance favorable aux cryptos que plusieurs personnalités ont fait des déclarations qui vont dans le sens du vent positif des cryptos.

- Le PDG de Coinbase, Brian Armstrong, affirme que « les cryptomonnaies donneront à chacun un accès libre à l'argent et à des systèmes financiers plus équitables ».
- Le PDG de BlackRock, Larry Fink, déclare dans une interview qu'« il y a un rôle pour la

cryptomonnaie de la même manière qu'il y a un rôle pour l'or, c'est une alternative ».

- Elon Musk déclare sur X que « le Bitcoin est fondé sur l'énergie : on peut émettre de la monnaie fiat artificielle, et tous les gouvernements de l'histoire l'ont fait, mais il est impossible de falsifier l'énergie. »

- Le CEO de Robinhood, Vlad Tenev, affirme que la tokenisation finira par englober tout le système financier en mettant tous les actifs onchain, fusionnant ainsi finance traditionnelle et crypto.

Enfin, le Président américain Donald Trump, qui demeure un homme d'affaires avisé, a trouvé aux cryptomonnaies un moyen de se refaire une santé financière. Selon le journal britannique The Financial Times, Trump et sa famille ont gagné plus d'un milliard \$ en un an grâce à leurs activités crypto, incluant les tokens TRUMP et MELANIA, le WLF1 et le stablecoin USD1, qui à eux seuls ont rapporté plusieurs centaines de millions de dollars.

Pendant que les institutions internationales et la presse mainstream continuent de diaboliser les cryptos, les USA, Wall Street et Trump ont compris qu'il y a une bonne opportunité dans ce domaine. Dans cinq ou dix ans, quand les positionnements auront déjà été effectués par d'autres et que le bitcoin aura atteint les 500.000 dollars, c'est en ce moment qu'on conseillera peut-être aux africains de commencer à s'intéresser aux cryptos.

Stablecoins : usage en augmentation

L'usage des stablecoins s'agrandit chaque jour, avec des initiatives des grandes entreprises qui veulent réduire les coûts de certaines transactions.

Les stablecoins ont traité 46 000 milliards \$ de transactions sur un an, soit près de 3 fois plus que Visa, et se rapprochent désormais des volumes du réseau bancaire américain ACH.

Cette progression de l'usage des stablecoins profite principalement au leader du marché, Tether, l'émetteur de USDT. Tether devrait enregistrer 15 milliards \$ de bénéfices en 2025, avec une marge record de 99 %, selon son CEO Paolo Ardoio.

Avec l'adoption du GENIUS Act aux USA, Tether lancera son nouveau stablecoin conçu

spécifiquement pour le marché américain, l'USAT, via la plateforme vidéo Rumble, qui compte 51 millions d'utilisateurs mensuels et qui prépare un portefeuille crypto intégrant des stablecoins.

Nouvelles positives pour CZ

Changpeng Zhao, alias CZ, le créateur de la bourse centralisée Binance a vu sa fortune grimper à 87 milliards \$, le plaçant au 21^{ème} rang des personnes les plus riches du monde. CZ ne dispose que de deux actifs numériques, bitcoin et BNB. En 2016, CZ a tout vendu, y compris son appartement, pour acheter le bitcoin. En créant Binance, le 1^{er} exchange des cryptos au monde, qui totalise près de 300 millions d'utilisateurs, CZ a très vite compris le tournant que prenait le monde financier.

En 2024, CZ est épinglé par la justice américaine d'avoir été laxiste dans la lutte anti-blanchiment sur sa plateforme Binance. Il lui est reproché d'avoir laissé sciemment les trafiquants en tout genre effectuer les opérations illicites qui n'auraient pas pu être autorisées dans le système financier traditionnel. Binance trouve un accord avec le ministère de la Justice des Etats-Unis et accepte de payer 4 milliards \$. En plus, CZ est condamné à 4 mois de prison ferme. Il purge sa peine aux Etats-Unis. Entre temps, il est obligé d'abandonner son poste de PDG de Binance

Avec la prise de fonction de Donald Trump en janvier 2025, CZ commence un lobbying intense mais discret auprès du Président américain pour obtenir un pardon. Ce qu'il obtient financement ce mois d'octobre 2025, avec une grâce présidentielle de Trump.

La condamnation de CZ et son abandon de son poste de PDG de Binance a permis au monde des cryptos de vérifier qu'il n'était pas assis sur les cadavres. En effet, la taille importante de Binance faisait craindre que s'il venait à faire défaut, le secteur aurait pris un coup très dur. En laissant sa place à une autre personne, Binance a continué à travailler, et à honorer ses engagements sans problème. Binance a gagné en crédibilité et sa domination s'est consolidée.

Aujourd'hui, BNB, sa monnaie de la chaîne BNB et de Binance ne cesse de prendre de la valeur. BNB a commencé l'année 2024 à près de 300 \$. En octobre 2025, sa valeur a culminé à 1 370 \$, et BNB est devenu le 3^{ème} actif par sa

capitalisation boursière, derrière Bitcoin et Ethereum. BNB fait désormais partie des actifs numériques à détenir et conserver dans son portefeuille.

Actualités cryptos des pays

Etats-Unis :

Western Union prévoit de lancer son propre stablecoin sur la blockchain Solana, en partenariat avec Anchorage Digital, selon le Wall Street Journal.

Le PDG de Visa annonce que l'entreprise acceptera les paiements en quatre stablecoins sur quatre blockchains distinctes, avec la possibilité de les convertir directement en monnaies fiat.

Union Européenne et Europe :

La présidente de la BCE déclare que le Bitcoin ne fera pas partie des réserves des banques centrales européennes, estimant que les réserves doivent rester « liquides, sûres et à l'abri du blanchiment ou d'activités criminelles ».

La BCE passe à la prochaine phase de son projet d'euro numérique, avec une première émission potentielle en 2029 si la législation est adoptée en 2026. Le projet devrait coûter environ 1,3 milliard € pour son développement et 320 millions € par an pour son fonctionnement.

La BCE veut déployer l'euro numérique le plus rapidement possible, afin de compléter les billets et étendre les avantages du cash au monde digital, permettant aux Européens de payer en ligne ou hors ligne dans toute la zone euro.

Le Royaume-Uni va lever son interdiction des ETN crypto pour les investisseurs particuliers, permettant aux particuliers d'investir à nouveau dans des produits liés au Bitcoin pour la première fois depuis 2021. Le pays va aussi nommer un « Digital Markets Champion » pour piloter la tokenisation des marchés financiers et lancer un groupe d'action visant à remplacer les certificats papier, afin de moderniser l'émission et le règlement des actifs via la blockchain et l'IA.

En France, le parti UDR d'Éric Ciotti propose un projet de loi visant à ce que la France acquière 2 % de l'offre totale de Bitcoin, soit 420 000 BTC sur 7 à 8 ans, afin de créer une réserve stratégique nationale. Cette réserve serait financée par le

minage alimentée par les excédents d'énergie nucléaire et hydraulique, la conservation des BTC saisis, l'affectation d'un quart des montants collectés sur le Livret A et le LDDS, et le paiement des impôts en BTC.

En Allemagne, le parti allemand AfD dépose une motion visant à créer une réserve nationale en Bitcoin.

En Suède, deux députés suédois proposent la création d'une réserve nationale de Bitcoin pour compléter les réserves d'or et de devises.

Asie :

En Russie, le vice-ministre des Finances russe estime qu'environ 20 millions de personnes utilisent le Bitcoin et les cryptomonnaies en Russie, appelant à développer une infrastructure nationale pour en tirer des bénéfices économiques et technologiques. En outre, la Banque de Russie va autoriser les banques locales à mener des activités limitées en cryptomonnaies, sous des conditions strictes et un plafond d'exposition fixé à 1 % du capital.

Le Bhoutan devient le premier pays au monde à lancer son système d'identité numérique nationale sur Ethereum, couvrant près de 800 000 citoyens.

Au Japon, les trois plus grandes banques japonaises, MUFG, Sumitomo Mitsui et Mizuho, s'allient pour lancer un stablecoin adossé au yen et au dollar. Par ailleurs, le régulateur financier japonais envisage d'autoriser les banques à investir dans le Bitcoin et d'autres cryptomonnaies, tout en leur ouvrant la possibilité de devenir opérateurs d'échanges crypto agréés.

En Chine, le gouverneur de la Banque centrale de Chine déclare que les stablecoins accentuent les failles de la régulation financière mondiale et menacent la souveraineté monétaire de certains pays, ajoutant que Pékin continuera de réprimer les activités liées aux cryptomonnaies sur son territoire.

En Corée du Sud, la Banque de Corée met en garde contre les risques de dépeg des stablecoins, estimant que les émetteurs privés manquent de la confiance institutionnelle nécessaire et appelant les banques traditionnelles à diriger leur émission pour garantir la stabilité monétaire.

En Indonésie, le gouverneur Perry Warjiyo déclare que la Banque d'Indonésie prépare le lancement d'un stablecoin national garanti par des obligations souveraines.

Le Kirghizistan lance son stablecoin KGST sur la BNB Chain avec l'aide de CZ, et prépare en parallèle une monnaie numérique de banque centrale.

Amériques :

Le Canada accélère la mise en place de son cadre réglementaire pour les stablecoins, dont les détails devraient être annoncés le 4 novembre dans le budget fédéral présenté par le ministre des Finances.

Afrique :

Le Kenya adopte le Virtual Asset Service Providers Bill, établissant un cadre légal pour les cryptos et autorisant la banque centrale à délivrer des licences pour les stablecoins.

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION

The Financial Times (anglais - payant) : <https://www.ft.com/>

Bloomberg (anglais - payant) : <https://www.bloomberg.com/>

The Wall Street Journal (anglais - payant) : <https://www.wsj.com/>

The economist (anglais - payant) : <https://www.economist.com/>

Cointelegraph (anglais - gratuit) : <https://cointelegraph.com/>

Messari (anglais - payant) : <https://messari.io/>

Journal du Coin (français - gratuit) : <https://journalducoin.com/>

Anciens numéros de « Crypto News AZC » :

<https://zukulee.com/news> & <https://azojecasarl.net/crypto-news/>

Comptes twitter à suivre : @azojecasarl & @crypvestor1

Pour vous former dans les cryptomonnaies : www.zukulee.com (Académie basée au Canada et créée en 2021 par un Ingénieur Informaticien¹, Expert en Blockchain. Les cours sont entièrement en ligne et sont dispensés en français et en anglais).

« *Si vous trouvez que la formation coûte cher, essayez l'ignorance* » - Robert Orben.

¹ <https://www.prnewswire.com/news-releases/richard-engoulou-cissp-is-recognized-by-continental-whos-who-301543291.html>